



Conseil de recherches  
en sciences humaines  
du Canada

Social Sciences and  
Humanities Research  
Council of Canada

Canada

INÉGALITÉS SOCIALES & PARCOURS DE VIE

Chaire de recherche du Canada



---

**Pour citer cette publication :**

Van de Velde Cécile, « Vieillesse, récession, austérité. Un triple choc sur les générations », in Anne-Marie Guillemard et Elena Mascova (dir.), *Allongement de la vie : quels défis ? Quelles politiques ?*, La Découverte, décembre 2017, pp. 177-199.

---

## VIEILLISSEMENT, RÉCESSION, AUSTÉRITÉ : UN TRIPLE CHOC SUR LES GÉNÉRATIONS

---

Cécile Van de Velde

La question des générations, et plus précisément la façon dont elles peuvent à la fois exister et coexister dans l'espace social et politique, constitue l'un des défis centraux des décennies à venir. Les multiples manifestations de jeunes générations qui ont éclos ces dernières années de part et d'autre de la planète, des Indignés de Madrid à la Révolution des parapluies de Hong-Kong, ne sont qu'un des symptômes visibles d'un mouvement bien plus souterrain et profond : celui de l'avènement d'une nouvelle dynamique générationnelle dans nos sociétés de longévité, faite de luttes et de liens entremêlés, à un niveau transnational.

Viellissement, récession, austérité : le *xxi<sup>e</sup>* siècle a en effet apporté dans son sillage une nouvelle donne générationnelle. Ces trois éléments structurants ont considérablement fait évoluer la configuration générationnelle qui prédominait au tournant des années 2000, pour donner naissance à une nouvelle « condition de génération » [Mannheim, 1928] en cette seconde décennie du siècle. Les empreintes générationnelles de ces différents facteurs sont certes contrastées et variables selon les sociétés, mais leur interdépendance fait émerger une nouvelle configuration générationnelle, aux caractéristiques communes par-delà les frontières. Ensemble, ils peuvent être analysés sous la forme d'un « triple choc », démographique, économique, et politique.

*Premier facteur* : le « vieillissement ». Le vieillissement n'est pas un choc en soi, bien au contraire [Guillemard, 2010], mais il peut le devenir en contexte d'austérité. Les dynamiques du vieillissement touchent désormais l'ensemble des sociétés occidentales ; dans les sociétés européennes et nord-américaines, ces « défis du vieillissement » [*Ibid.*] sont d'autant plus aiguisés qu'ils touchent aujourd'hui les générations particulièrement nombreuses des « *baby-boomers* », qui passent progressivement d'un statut de « senior » sur le marché du travail à un statut de retraité. Or, les régulations sociales du vieillissement étaient le plus souvent ajustées à un régime de croissance.

Penser la longévité en contexte de croissance ralentie et d'austérité exige de juguler ensemble plusieurs problématiques : réguler les nouvelles vulnérabilités sociales au sein même des générations aînées, tout en posant les conditions « justes » de répartition des redistributions entre éducation, retraite, et santé. Jusqu'ici, les dépenses de pension et de santé ont été stabilisées voire augmentées depuis la crise, ce qui a permis de juguler la pauvreté des personnes âgées : la pauvreté monétaire relative des personnes âgées a plutôt diminué dans la plupart des sociétés de l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE, 2014]. Mais en contexte d'austérité, cette évolution n'est pas sans soulever d'autres enjeux générationnels, car à budget stabilisé, l'augmentation des dépenses en faveur des personnes âgées réduit alors la marge disponible pour des mesures d'investissement en faveur des enfants et des personnes d'âge actif [Streeck et Mertens, 2013].

*Second facteur* : la « grande récession ». Dans ce paysage démographique multi-générationnel, la crise financière puis économique de 2008 a considérablement contribué à modifier la façon dont les générations se pensent et se succèdent entre elles. Elle est venue fragiliser prioritairement les actifs, en particulier les deux âges situés à leur marge sur le marché du travail – « juniors » et « seniors » –, que l'on sait particulièrement sensibles à la conjoncture. En particulier, la crise de 2008 a affecté fortement les moins diplômés, les hommes et les plus jeunes. Ces derniers ont été frappés particulièrement durement par la dégradation de la situation du marché du travail, que ce soit sous forme de chômage ou de pression salariale. Au niveau de la moyenne des pays de l'OCDE, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans a par exemple augmenté de 7 points entre la mi-2007 et la mi-2013, et la hausse a été particulièrement marquée dans les pays du sud de l'Europe, y gagnant plus de 20 points. Conjointement, l'indicateur des « NEET » – des jeunes ni en formation, ni en emploi ou en stage – a sensiblement augmenté dans tous les pays de l'OCDE, touchant de façon prioritaire les moins diplômés [OCDE, 2014]. La récession a ainsi entraîné dans son sillage une recomposition des inégalités inter- et intra-générationnelles.

*Troisième facteur* : « l'austérité ». En effet, face à ces dynamiques du capitalisme, un autre élément politique est venu amplifier ces effets générationnels de la crise : les politiques d'austérité. Ces politiques dites « néolibérales » de réduction de la dette publique et d'assainissement budgétaire ne sont pas uniquement imputables à la crise, mais elles lui sont le plus souvent concomitantes. En justifiant des « coupes budgétaires » massives – notamment dans le contexte européen –, elles ont aiguisé et tendu les arbitrages des États entre les protections destinées à différents âges de la vie, et donc accentué

les enjeux d'équité entre générations. Il est encore trop tôt pour avoir une lecture claire des différents effets générationnels de cette vague d'austérité, d'autant plus qu'elle a pris des visages contrastés en fonction des sociétés. Mais de façon générale, elle s'est traduite par un recul de la part relative des dépenses destinées à l'éducation ainsi qu'aux aides familiales dans les dépenses publiques [Immervoll et Richardson, 2013]. L'augmentation mitigée des dépenses sociales n'a pas permis de pallier l'aggravation de certaines vulnérabilités parmi les actifs et les plus jeunes. Au final, dans une majorité de pays de l'OCDE, les jeunes adultes et les familles avec enfants font désormais face à des risques de pauvreté beaucoup plus élevés qu'en 2007, et pour la première fois, il y a moins de pauvres parmi les personnes âgées que parmi les jeunes adultes et les enfants [OCDE, 2014], ce qui n'est pas sans soulever la question des perspectives sociales laissées aux jeunes générations.

#### UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE SUR LES JEUNES GÉNÉRATIONS FACE À LA CRISE

L'objectif de ce chapitre est de donner une lecture synthétique des enjeux qui structurent aujourd'hui le « défi des générations » caractéristique de cette seconde décennie du *xxi*<sup>e</sup> siècle, et ce au niveau global. Il s'appuie sur une enquête internationale et comparée portant sur les jeunes générations face à la crise : il privilégie donc une clé d'entrée centrée sur les jeunes générations, mais en prenant en compte les rapports intergénérationnels dans lesquels elles s'inscrivent, que ce soit au sein de la famille et de la société. Cette enquête a été conduite à Madrid, Montréal, Santiago du Chili, Hong-Kong, Paris ; au-delà de leurs contrastes, ces cinq villes ont pour point commun d'avoir constitué des épices de protestations juvéniles ces dernières années. L'enquête s'appuie sur une mixité d'approches et de méthodes. Elle comprend d'une part une enquête ethnographique des mouvements de protestation eux-mêmes : les Indignés de Madrid, le « Printemps Érable » de Montréal, le mouvement étudiant de Santiago du Chili, le « mouvement des Parapluies » de Hong-Kong, et le mouvement « Nuit Debout » de Paris. Ce premier volet a été complété par une enquête qualitative conduite auprès de plus de 130 jeunes adultes, issus de différents milieux sociaux dans chacune des villes et pour la plupart non engagés dans les manifestations, dans un spectre d'âges pouvant aller de 18 à 35 ans environ. Enfin, ces données ont été articulées à la mobilisation des bases de données statistiques de l'OCDE qui portent plus largement sur les évolutions comparées des politiques publiques et des parcours sociaux depuis la crise.

Comparativement aux paradigmes existants, l'originalité de l'enquête est de ne pas se limiter à la comparaison des seules « cicatrices » économiques, mais d'embrasser plus largement les multiples « épreuves générationnelles » induites par la crise au niveau international – dans leurs dimensions économiques mais aussi existentielles, sociales et politiques –, ainsi que dans leurs modes de dépassement. En quelque sorte, nous proposons un retour à la notion de génération telle que définie par Mannheim [1928], qui se penchait sur l'*expérience* et la *conscience* de génération, mais ici nécessairement étendues à un niveau transnational. La comparaison est ainsi utilisée pour mettre en lumière les dynamiques générationnelles communes qui émergent au-delà des contrastes sociaux et sociétaux, que ce soit en matière d'expériences, d'aspirations et d'inégalités. Elle permet d'identifier empiriquement ce qui caractérise les « enfants de la grande récession » – pour paraphraser un titre d'une célèbre enquête sur les enfants de la crise des années 1970 sur les « enfants de la grande dépression » [Elder, 1974] –, et ce au niveau international, en mettant en lumière ce qui se joue entre les générations et à l'intérieur d'une génération.

De par sa dimension comparative, cette enquête a permis d'identifier certaines dynamiques générationnelles communes qui émergent au-delà des frontières. Ce chapitre en présente trois essentielles, profondément interdépendantes : au niveau socio-économique, un double renforcement des inégalités inter- et intra-générationnelles, au niveau politique, l'émergence d'un « nous » générationnel et de lignes de scissions citoyennes ; au niveau temporel, l'accentuation de la question du « sens » des vies individuelles et collectives.

### DES GÉNÉRATIONS PLUS INÉGALES, PLUS SOLIDAIRES ... ET PLUS CLIVÉES

Une première tendance commune touche les rapports même entre générations, à la fois au sein de la famille et de la société. Les effets conjugués de la crise et de l'austérité ont en effet activé une double dialectique inégalitaire entre générations : celles-ci sont à la fois plus inégales, plus solidaires mais aussi... plus clivées. Ce qui n'est pas sans bousculer internationalement le rapport à la méritocratie et à la justice sociale parmi les jeunes générations. Le premier défi majeur qui émerge de cette perspective internationale est celui de l'équité.

*Plus inégales... : une « double peine » générationnelle ?*

Tout d'abord, cette seconde décennie du XXI<sup>e</sup> siècle a été le théâtre d'un double renforcement des inégalités inter- et intra-générationnelles : au niveau économique, il s'est traduit par deux dynamiques conjointes de différenciation sociale des trajectoires entre les générations et à l'intérieur de chacune d'entre elles. D'une part, si toutes les générations ont été touchées par la crise, on a assisté à une dynamique de concentration des difficultés potentielles parmi les jeunes entrants sur le marché du travail. Cette dynamique est perceptible par exemple dans le creusement plus marqué du taux de chômage ou l'accroissement accéléré du taux de pauvreté juvénile dans la plupart des sociétés occidentales [OCDE, 2014]. Mais conjointement, nous assistons à un processus d'accroissement des inégalités intra-générationnelles. Celui-ci a commencé dès la fin des années 1970, donc bien avant la crise [Piketty, 2013], mais il se traduit depuis quelques années par des effets accélérés de polarisation interne au sein de chacune des générations, et par le décrochage « par le bas » de certaines franges les plus vulnérables. Présent chez toutes les générations, ce mouvement est particulièrement sensible au moment de l'entrée dans la vie adulte, et induit une forte pénalisation sociale des jeunes dépourvus de diplômes, et ce en particulier dans les régimes sociaux continentaux [Shröder et Chauvel, 2013].

Or, si l'on se penche sur les « grammaires » générationnelles des inégalités telles qu'elles émergent dans l'enquête, cette empreinte générationnelle de la crise et de l'austérité s'avère particulièrement intériorisée au sein des jeunes générations. Elle prend la forme d'une « double peine » générationnelle face à la crise et à l'austérité : déjà touchées en termes d'*expériences* par la crise, elles se voient touchées en termes de *perspectives* par l'austérité. Que ce soit parmi les jeunes interrogés à Montréal, Santiago, Madrid, Paris ou Hong-Kong, le poids d'un « plafond de verre » générationnel posé sur les parcours de vie des plus jeunes est très présent dans les discours. Cette conscience d'un destin collectif partagé face à la crise est bien plus prégnante chez les étudiants et les diplômés, forgeant un sentiment d'injustice générationnelle chez certains groupes ciblés – en particulier chez les trentenaires très diplômés qui ont « joué le jeu » et déploient plus souvent un discours de « trahison » ou d'injustice sociale. Dans les modèles sociaux libéraux – plus précisément, dans notre enquête, à Montréal et à Santiago du Chili qui partagent à des degrés divers cette caractéristique –, il se cristallise plutôt sur la rhétorique d'un « *parcours du combattant* » ou d'un « *étouffement* » de long terme lié à l'endettement et aux bas salaires. Dans les pays du sud de l'Europe – tels

qu'analysés dans notre enquête à Paris et à Madrid –, la rhétorique saillante est davantage celle de la « *fermeture* », du « *poids* » de « *portes fermées* » et du manque de « *place* » sociale et politique.

Pour autant, cette conscience d'un destin collectif marqué par la crise n'empêche pas une relativisation individuelle de son propre destin, et le maintien de l'espoir de « percer » ce plafond de verre générationnel, comparativement à d'autres homologues bien plus durement marqués. Cette relativisation est la plus forte parmi les jeunes femmes inscrites dans des sociétés plus familialistes, comme à Madrid et Santiago qui se comparent davantage au destin de leur propre mère. Notons également que de façon transversale, les discours des jeunes plus défavorisés sont davantage marqués par l'intériorisation d'un échec individuel et par la prégnance d'une logique de responsabilisation, sans référence à l'adversité d'un destin collectif. Cette « individualisation » de l'échec n'est pas sans faire résonance à ce qu'a montré Jennifer Silva [2013] dans le cas des jeunes issus des milieux ouvriers aux États-Unis.

*Plus solidaires... : l'effet palliatif mais ambigu des aides familiales*

Ces difficultés sociales, réelles ou potentielles, au sein des jeunes générations ont eu pour effet d'activer la nécessité de solidarités familiales. Dans la plupart des sociétés occidentales, l'augmentation de la pression financière – liée aux évolutions du prix du logement, du financement des études ou aux difficultés d'entrée sur le marché du travail – a entraîné dans son sillage une augmentation de la cohabitation intergénérationnelle et de l'aide financière envers les jeunes adultes, qu'ils soient étudiants, en voie d'insertion, ou même salariés [Eurostat, 2016 ; OCDE, 2016]. Ce « retour de la famille » se destine en particulier aux jeunes générations, même si des solidarités circulent également dans l'autre sens [Attias-Donfut et Litwin, 2015]. Il est particulièrement sensible dans des pays du sud de l'Europe ou de l'Amérique latine, mais on le perçoit également en Amérique du Nord, en Chine et au Japon, en réponse notamment à l'augmentation du prix des études.

Or, si l'on se reporte aux expériences mêmes de cette cohabitation familiale dans les différents lieux d'enquête, un trait commun émerge : cette « présence » de la famille d'origine, potentiellement jusqu'à un âge avancé, se révèle à la fois palliative et ambiguë. En effet, cette mobilisation est le plus souvent considérée comme salvatrice et comme un « privilège » comparativement à d'autres individus dépourvus de cette aide. Mais conjuguée

à une norme d'autonomie, elle est également source de frustration : dans des situations vécues de précarité, la cohabitation induit le partage de l'angoisse avec les parents – qui deviennent ainsi un miroir de l'attente – et jugulée par la rhétorique protectrice du « transitoire ». Plus l'âge avance, plus elle renvoie à un discours d'un temps « intermédiaire », « creux », voire « mort », d'une étape nécessaire mais suspensive dans l'effort de construction d'une indépendance. Même si l'aide parentale n'empêche ni de se dire ni de se penser « adulte », l'indépendance totale reste considérée comme l'objectif à terme. Le véritable enjeu perçu est celui de la construction potentielle d'une famille « à soi », et c'est là une question profonde posée par cette enquête : davantage que la cohabitation relationnelle elle-même, le prolongement de l'aide parentale interroge les jeunes adultes sur la possibilité de s'offrir, à terme, une famille. C'est sur ce point que les plus grandes souffrances ont été évoquées, en particulier chez des trentenaires cohabitant avec leurs parents – phénomène plus prégnant chez les jeunes Espagnols et Chiliens, et dans une moindre mesure les jeunes Français – : quand l'âge avance sans que la précarité ne s'estompe, c'est la famille à construire qui entre dans le domaine de l'incertain. « Même construire une famille devient un luxe », a ainsi souligné une jeune trentenaire française. Bien que plus prégnante chez les jeunes femmes, de nombreux jeunes hommes ont fait part de cette inquiétude. De façon générale, ce phénomène induit ce que l'on pourrait appeler un « déséquilibre des générations », caractérisé par un poids accru de la famille d'origine, et par une incertitude radicalisée quant à la famille à construire. Elle fait résonance à la baisse effective du taux de fécondité dans les pays du sud de l'Europe ces dernières années [Eurostat, 2016].

*... et plus clivées : la « familialisation » des inégalités*

Or, cette prolongation du soutien parental entraîne un phénomène de « familialisation » de cette période charnière de la vie, qui n'est pas sans effet social ou politique. Ce relais de la famille accentue encore la dialectique inégalitaire qui se joue actuellement à l'intérieur des jeunes générations : le renforcement du rôle de la famille est sécurisant au niveau individuel, mais en accentuant le rôle du milieu d'origine dans les parcours, il aiguise les phénomènes de polarisation interne au sein même des générations, entre ceux qui peuvent bénéficier d'un soutien intergénérationnel et ceux qui en sont dépourvus. Il s'agit là d'un phénomène que l'on retrouve à grande échelle : la réussite des plus jeunes devient de plus en plus familialisée, que ce soit dans l'accès au logement, la poursuite des études, l'accès au premier



emploi, ou le recours à l'endettement étudiant. Aux États-Unis, Katherine Newman a montré par exemple comment un même phénomène de retour chez les parents prenait un sens différent selon les milieux sociaux : ces « boomerang kids » font davantage l'expérience d'un retour sous forme de tremplin parmi les classes les plus aisées, et celle d'un piège à précarité parmi les milieux moins favorisés [Newman, 2012].

Ce phénomène pose de réelles questions sur la méritocratie : dans les discours, on note une forte conscience partagée de ces « autres » facteurs de réussite allant au-delà du seul diplôme – tels que les ressources familiales, les réseaux, le lieu de naissance –, qui va de pair avec la montée d'un doute profond sur les « règles du jeu » social. Le rôle perçu de la famille vient en retour enrichir le doute face à la méritocratie, et bouscule le rapport à la réussite et à la justice sociale. Il est à préciser que cette familialisation perçue de la réussite prend des significations différentes selon les âges des individus. La famille est d'abord perçue comme une chance dans les plus jeunes âges, puis de plus en plus, comme un possible piège. Chez les plus jeunes, la famille est souvent citée comme critère essentiel pour réussir et éviter certaines impasses sociales – par le biais de la cohabitation, du financement des études, de la possibilité de changer de voie ou de rebondir. Mais ensuite, chez les plus âgés, ce critère s'inverse, et les « privilégiés » sont ceux qui ont pu s'émanciper du soutien familial... En Espagne, on observe même un processus d'inversion du rapport aux inégalités parmi les trentenaires, les plus chanceux étant parfois désignés comme ceux qui ont pu « partir à temps » – c'est-à-dire avant la crise, même au prix d'une absence d'études supérieures. Toujours est-il que la familialisation accrue de cette période de la vie tend à accentuer le décrochage déjà prégnant des franges les plus paupérisées. Elle soulève un double enjeu d'équité : celui de penser ensemble, sans les opposer, les enjeux d'équité inter- et intra-générationnelle, et de réguler à la fois les différenciations qui se jouent entre les générations, et celles qui se jouent à l'intérieur de chacune d'entre elles – deux clivages qui se renforcent actuellement.

### COLÈRES GÉNÉRATIONNELLES ET SCISSIONS CITOYENNES

Or, cette évolution des inégalités et des solidarités entre générations n'est pas sans répercussions politiques. Elle met en effet à l'épreuve l'adhésion même à la démocratie représentative. Dans le sillage de la récession et de l'austérité, la seconde décennie du XXI<sup>e</sup> siècle a été le théâtre de « colères »

citoyennes et générationnelles, mais plus encore, des symptômes croissants de désadhésion envers le politique. Le second défi posé par cette configuration générationnelle est un défi démocratique.

### *Un « nous » générationnel cristallisé par la crise*

La deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle aura donné naissance à une nouvelle vague générationnelle, qui prend corps à l'échelle mondiale. En effet, on assiste à la montée d'un « nous » générationnel cristallisé par la crise et l'austérité : l'enquête montre l'émergence d'un sentiment d'appartenance générationnelle, allant souvent au-delà des classes sociales, et parfois des sociétés. Certes fluctuant et cumulé à d'autres appartenances sociales, ce « nous » générationnel fait appel à des rhétoriques partagées d'une « trop forte » pression financière et temporelle, ainsi que d'une conscience aiguisée des inégalités sociales. Ce « nous » prend des formes très contrastées selon les modèles sociaux. Dans les régimes libéraux, une telle conscience se structure principalement au niveau infra-générationnel, regroupant surtout les étudiants et les diplômés : elle se focalise particulièrement sur les inégalités sociales d'accès à l'éducation et sur le poids de la « dette », renvoyant au prix élevé des études et aux difficultés prolongées de financement. Au Sud de l'Europe où la crise s'est davantage traduite par une montée du chômage juvénile, cette conscience de génération se voit le plus souvent élargie à l'ensemble des « jeunes », et se centre davantage sur les perspectives resserrées à l'issue des études, et le poids d'un « doute » collectif. Elle peut laisser place, de façon ciblée et principalement chez les trentenaires, à un discours d'injustice entre les générations.

Mais quel que soit le modèle social, il s'agit là d'une conscience de génération sans « conflit générationnel » : la principale ligne de scission ne sépare pas tant les générations, mais plutôt les citoyens et les pouvoirs publics. Les générations aînées sont le plus souvent pensées comme certes partiellement « responsables », mais « non coupables ». La dénonciation des générations aînées existe, mais elle est plutôt sectorisée à certains milieux professionnels – notamment certaines professions intellectuelles ou juridiques. De façon plus générale, si les générations aînées se voient parfois accusées de léguer un héritage lourd à porter, elles sont également vues comme potentiellement touchées par la crise, et de plus en plus regroupées dans une dénonciation commune d'une pression sociale accrue. Le sort même des parents peut être mobilisé dans les discours de critique sociale. La configuration générationnelle actuelle se traduit ainsi par une moindre polarisation des contrastes

entre actifs, la ligne de clivage ayant davantage glissé entre les actifs et les inactifs. Ce qui se joue ne relève pas tant d'un conflit entre les générations, mais plutôt d'une scission entre certains pans des jeunes générations et ce qui est perçu comme le « système ». En effet, davantage que par une lutte ciblée envers d'autres générations, cette conscience générationnelle se distingue mais par sa distance critique envers la société et les modes de gouvernance contemporains.

*Aux sources de la colère : la montée des « déviations »*

Pour comprendre ces phénomènes, il faut plonger au cœur même des parcours de vie, où ils prennent leur source. En venant heurter une génération très éduquée et marquée par une puissance norme d'individuation, la crise a forgé la montée d'une tension commune au sein des jeunes générations. Cette tension n'est pas uniquement d'ordre économique ou social, elle est prioritairement existentielle. Face à la rupture de la crise et de l'austérité, le déclassement intergénérationnel se voit relativement intériorisé, voire assimilé dans les perspectives de vie. Plus encore que d'être « déclassé », la peur émergente est d'être « dévié » de ses propres choix ou de ses aspirations. Cette épreuve de la « déviation » peut se définir comme l'expérience d'un possible désajustement, non plus vertical, dans l'échelle sociale, mais bien plus horizontal... vis-à-vis de soi. L'épreuve saillante, telle qu'elle est formulée, est donc plus profondément d'être dépossédé de son chemin de vie et du « sens » de sa trajectoire. « Sens » est à prendre ici dans ses deux acceptions : la signification de sa vie, mais aussi sa direction désirée. Pour une génération socialisée à la légitimité du choix de vie, l'ajustement de soi à un marché du travail qui ferme ses portes produit cette forte tension existentielle, potentiellement vécue comme une entrave au « projet d'être ». L'enjeu, tel qu'il est formulé, peut se résumer en cette question : s'ajuster, jusqu'où ? Le processus même d'ajustement au marché tend à exiger un arbitrage entre son « être » et sa « place », car la mise en coïncidence des deux est rendue difficile par l'accentuation de la pression sociale. Ce travail d'ajustement est potentiellement source de colère sociale car il touche à la possibilité même de pouvoir devenir qui l'on veut être, à la possibilité de pouvoir définir soi-même le « sens » de sa vie.

Bien entendu, ces épreuves se déclinent de façon contrastée selon les sociétés, en fonction principalement des modes d'État providence et de la façon dont y a été régulée la crise. La tension est radicalisée dans les pays du sud de l'Europe ou en France, où l'ampleur de la crise rend la mise en

coïncidence de ses aspirations personnelles et d'une intégration sociale effective particulièrement difficiles, et les ajustements entre le « soi » et la « place » très exigeants : face aux pressions du marché, les phénomènes de *déviaton* y sont prégnants et attisent la colère sociale. Dans les modèles libéraux, l'ajustement de soi au marché semble – en apparence du moins – plus probable, d'autant plus que ces sociétés offrent plus souvent la possibilité d'un rebond. Cependant, face à une forte pression financière et temporelle, les individus jouent les règles du jeu, mais non sans compromis ou critique interne. Ces systèmes laissent place à une figure de la désadhésion intime, en lien notamment avec la question de l'endettement, du financement des études et des salaires.

### *Désadhésion et scissions citoyennes*

Cette tension générationnelle nourrit la résurgence d'un discours « anti-système » : un des résultats de l'enquête est en effet de montrer le développement de mécanismes de scission, parfois invisible, entre de larges franges des jeunes générations et ce qui est considéré comme le « système » ou la « société ». Au-delà d'un seul désenchantement, certains signes laissent supposer que l'on entre désormais dans un régime de colère et parfois de ressentiment social. Face à l'absence perçue d'alternatives et dans le sillage des politiques d'austérité, ces points de tension se muent en effet en colères plus silencieuses. La « colère » visible sous forme de protestations collectives n'est au fond qu'une partie d'un mouvement plus vaste de désadhésion critique, et ces désadhésions se traduisent dans des formes autrement plus complexes de rapport à la politique – retraits, abstentions volontaires, ou attrait populiste. Émergents depuis quelques décennies, ces multiples symptômes de défiance revêtent un caractère partiellement générationnel [Tiberj, 2013]. Si la rhétorique large du « système » est ici évoquée, c'est qu'une des caractéristiques de ces colères contemporaines tient dans l'impossibilité, voire l'impuissance, à nommer « l'ennemi » ou à identifier clairement un ou des responsables à sa souffrance sociale : ceux-ci apparaissent dilués en de multiples échelles géographiques supranationales et locales, et en de multiples acteurs financiers et politiques. Une telle impossibilité de cibler sa colère induit des processus de dissociation de soi vis-à-vis du « système », accusé de voler jusqu'à l'intimité de ses choix. Les discours témoignent d'un processus de détachement protecteur de son individualité vis-à-vis d'un ensemble plus vaste, doté de sa propre logique, susceptible de « faire mal ». On en trouve une trace dans cette expression révélatrice : « ma société m'a

abandonnée, alors j'abandonne ma société. » Quand la vision même d'un « système » n'est pas possible, cette colère peut se retourner contre soi et donner lieu à des retraits sociaux prolongés ; elle peut également se retourner contre des ennemis désignés et facilement identifiables.

Même chez les figures les plus intégrées, on peut noter la prégnance d'une critique sourde mais vive, qui prend ses sources dans le travail d'adaptation que l'on exige individuellement de l'individu face au marché, et dont l'ampleur nourrit la critique sociale. On touche là à un point important de cette enquête : même parmi ceux qui s'intègrent bien socialement, peu adhèrent réellement aux règles du jeu sociales. C'est un premier degré d'un phénomène de « désadhésion » très présent chez les jeunes générations diplômées, participant ou non aux protestations, et ce dans tous les lieux de notre enquête. Mais au sein de ces milieux éduqués, on voit émerger également une autre forme de désadhésion : celle du refus de se « convertir » ou de « changer son être » pour survivre dans le « système » et suivre un parcours imposé. Cette figure de l'« alternative » se traduit par une sortie beaucoup plus durable du marché, souvent associée à un mode de vie de la débrouille, envisagé en lui-même comme un acte politique. Cette « sortie de route » va de pair avec l'affirmation d'une « victoire du soi » face à un « marché de dupes », même si les discours ne sont pas non plus dénués d'une certaine ambiguïté, en réponse également à une forte adversité vécue dans les parcours sociaux. Elle tend à se conjuguer avec une forme de réappropriation du « politique » à un niveau plus local, subjectif et quotidien. Au sein de milieux moins favorisés et confrontés à la précarité, on voit se diffuser la figure transversale du « retrait », que ce soit de façon imposée ou volontaire. Ce retrait de la « compétition » est censé être transitoire avant un retour escompté sur le marché : pour certains, il correspond au temps d'attente imposé par la recherche d'emploi et vécu de façon subie, pour d'autres, il est initié par la volonté de reprendre du « souffle » avant de se réexposer socialement. Cette phase d'entre-deux peut s'allonger dans le temps, et on y retrouve un des visages des « NEET » – ces jeunes ni en éducation, en emploi ou en stage – que l'on voit monter actuellement dans les statistiques publiques au sein de la plupart des pays occidentaux, en particulier dans les milieux moins favorisés. Dans ses formes imposées, cette figure est souvent associée à un discours de colère sourde ou d'impuissance plus larvées.

CRISES ET RAPPORT AU TEMPS :  
LA QUESTION DU « SENS » DES GÉNÉRATIONS

Enfin, une des principales caractéristiques de cette « révolution » invisible des générations touche la question du rapport au temps, individuel et collectif. Au-delà de ses empreintes économiques et sociales, la crise a en effet réactivé profondément la question du « sens » des générations, et l'enjeu d'une responsabilité générationnelle de long terme. Le troisième défi soulevé par cette « condition de génération » est celui de la transmission générationnelle.

*Une jonction des « crises » économique et environnementale : le poids du doute*

En premier lieu, l'enquête montre le basculement collectif vers un régime temporel du « doute » sur le destin collectif. L'historienne Myriam Revault d'Allones avait déjà souligné que nous vivions désormais, de façon chronique, dans le régime d'une « crise sans fin », marquée par une rupture de représentation de l'avenir collectif [Revault d'Allones, 2012]. L'idée même de « crise » apparaît largement intériorisée, mais avec un relief nouveau, lié à la jonction désormais prégnante de deux « crises » : la crise environnementale et la crise économique. Cette rhétorique d'une « crise » multidimensionnelle et durable bouscule le rapport à l'espace-temps, car elle pose l'horizon d'un monde potentiellement fini et écourté. Une telle jonction est prégnante dans les mouvements de protestation juvénile, qui font très explicitement le pont entre les questions environnementales et les questions de gouvernance financière. C'est particulièrement le cas dans les mouvements étudiants du Québec (2012) et du Chili (2011-2012) où la question de l'exploitation des ressources est au cœur des débats publics, mais aussi dans des mouvements moins visiblement associés à ces questions environnementales, comme celui de Hong-Kong (2014), qui a organisé ses propres systèmes de recyclage par exemple.

Cette sensibilité à la question écologique nourrit les discours générationnels sur le poids d'un « héritage » lourd à porter, à la fois financier et environnemental. Lues ensemble, ces crises remettent en cause l'idée même de progrès, mais plus encore, elles posent, au niveau des représentations de ces jeunes adultes, un doute radical sur l'avenir collectif, avec l'ombre d'une possible *finitude* collective. La rhétorique d'un « doute » tend à structurer totalement les expériences temporelles, et domine les inscriptions

collectives sur la ligne du temps. Cette radicalisation du doute fait naître un questionnement, individuel et collectif, sur le « sens » des générations, et réactive fortement la notion de « responsabilité » vis-à-vis de l'avenir. Elle se traduit par la volonté de laisser une « empreinte » sur le « monde d'après ».

*Un avenir très présent : naissance des « générations futures »*

Ce doute posé sur la transmission, sociale et environnementale, prend en effet la forme d'une question : quel monde allons-nous donc leur léguer ? L'enquête montre qu'elle donne naissance, dans les discours, à un nouvel acteur dans la chaîne générationnelle : les « générations futures ». « Ce n'est pas pour moi, mais pour les générations futures » est une des affirmations les plus fréquemment rencontrées parmi les jeunes adultes au sein des protestations sociales. Cette référence à la transmission, présente au niveau des protestations collectives, est également perceptible au niveau des discours individuels, chez ceux qui ne protestent pas. Nombreux sont ceux qui évoquent en effet un désir de transmission de certaines révoltes, expériences ou aspirations personnelles aux générations à venir, que ce soit à leurs propres enfants potentiels, ou à un niveau générationnel plus large. En quelque sorte, nous assistons à une extension du domaine des générations, non seulement géographique, mais aussi temporelle, qui met en jeu les générations anciennes et futures. Paradoxalement, la radicalisation de l'incertitude a ainsi induit une forme d'allongement temporel de la chaîne des générations, qui s'étend dans les deux sens, des générations aînées vers les jeunes générations, présentes ou à venir.

Au sein des parcours de vie, on assiste donc à l'émergence d'une double temporalité. Les expériences du temps conjuguent deux registres, avec d'un côté, un processus d'enfermement dans le présent – subi ou volontaire –, mais de l'autre, l'inscription de soi sur le temps long de sa vie par la formulation d'aspirations existentielles de long terme, et plus largement, dans la chaîne des générations. Le temps des jeunes générations ne se réduit donc pas à la seule « présentification ». L'épreuve du « présent » réactive au contraire l'inscription longue dans la ligne du temps. Cette réactivation, à défaut de pouvoir s'appuyer sur des projets tangibles et stables aux niveaux matériel ou social, se cristallise sur le temps abstrait d'un « projet d'être » au niveau individuel, et sur celle de la protection des « générations futures » au niveau collectif. L'accentuation de l'incertitude aiguise donc doublement la question du « sens », celui de sa propre vie mais aussi des vies collectives, dans une chaîne générationnelle de long terme.

*Le double « sens » des générations*

Le poids d'une dette, l'ombre d'un doute... et donc, l'épreuve du sens : prise en étau entre les deux temporalités passées et futures, la question existentielle du « sens », individuel et collectif, se voit ainsi réactivée, d'autant plus aiguë qu'elle est mise à l'épreuve. Bien sûr, cette mécanique n'est ni totalement nouvelle, ni totalement exclusive à cette génération, mais par la force actuelle de deux dynamiques conjointes, les jeunes radicalisent aujourd'hui cette temporalité contradictoire. Il faut y voir l'effet d'une conjonction historique de deux forces contraires, dans lesquelles les jeunes générations actuelles sont inscrites. D'un côté, elles portent à l'extrême l'aspiration contemporaine à un parcours de vie singulier et signifiant, cette injonction ayant été socialement appuyée par l'ouverture des choix d'étude et la massification des études supérieures. Mais de l'autre, elles sont particulièrement affectées par la crise et par la vague d'austérité qui l'a suivie, qui mettent radicalement à l'épreuve ce projet de soi.

Ainsi mis en perspective, l'enjeu du temps et de la transmission émerge comme un élément fondamental dans la compréhension de la question générationnelle du début du *xxi*<sup>e</sup> siècle. De façon schématique, celle-ci peut se définir dans un rapport tridimensionnel au temps, faisant jouer de façon interdépendante une relation au passé, au futur et au présent. Se dessine, dans ce triptyque de la dette, du doute et du sens, une nouvelle « condition de génération ». Elle est marquée tout d'abord par une relation forte au passé : le poids d'un passé et d'une « dette » multidimensionnelle sur les vies, héritage souvent considéré comme lourd à porter – dans le cas de la dette environnementale –, ou à payer – dans celui de la dette publique. Mais cette relation au passé induit une relation à l'avenir, caractérisée par une incertitude radicale sur l'avenir individuel ou collectif, et par un questionnement sur l'empreinte générationnelle et le sort réservé aux générations futures, dans plusieurs dimensions du devenir collectif, environnemental et économique.

## CONCLUSION.

LE DÉFI DES GÉNÉRATIONS EN TROIS QUESTIONS :  
ÉQUITÉ, DÉMOCRATIE, TRANSMISSION

Nous assistons ainsi à la résurgence d'un « problème des générations », qui ne se pose pas tant sur les conditions de changement culturel [Mannheim, 1928] mais plutôt en termes sociaux et politiques. En cette seconde décennie du *xxi*<sup>e</sup> siècle, la crise, et les politiques d'austérité qu'elle a légitimées dans son sillage, ont apporté une nouvelle question fondamentale pour nos



sociétés : qui doit payer la « dette » publique ? Les politiques d'austérité ont accentué les effets générationnels de la crise, en faisant porter le poids de la réduction de la dette en partie sur les jeunes générations présentes et à venir, tout en fragilisant certaines vulnérabilités aux âges les plus avancés. Elles sont venues doublement aiguïser les enjeux d'équité générationnelle, à la fois entre les générations et au sein de chacune d'entre elles. Au défi de la longévité, s'ajoute un défi sur les jeunes générations qui, particulièrement touchées par la récession, héritent d'une « dette » lourde à porter. Dans de nombreux pays, ces difficultés sociales se traduisent par une accentuation des solidarités familiales descendantes entre les générations. Mais souvent salvatrices à niveau individuel, ces dernières viennent renforcer les inégalités au sein même des jeunes générations, pénalisant particulièrement ceux qui en sont dépourvus. Cette adversité accrue n'est pas sans effet sur le rapport même à la méritocratie, et plus largement, à la société : on voit émerger de nouvelles lignes de scission citoyennes, entre les individus et des « pouvoirs » publics qui leur échappent. Il ne s'agit non pas tant d'un « fossé des générations » [Mead, 1971] mais plutôt d'un fossé citoyen, qui ouvre de profondes failles dans nos sociétés et provoque de la désadhésion au « système ». Ce défi des générations est bel et bien démocratique, et pose fondamentalement la question de l'emprise posée sur les générations futures.

À l'issue de notre enquête, nous avons identifié trois grands enjeux générationnels, structurants pour l'avenir de nos sociétés : l'équité, la démocratie, et la transmission. D'une part, le double renforcement des inégalités générationnelles aiguïse la question de l'équité des politiques publiques ; d'autre part, la montée de « colères » citoyennes et générationnelles radicalise l'enjeu démocratique ; enfin, l'émergence d'une temporalité de crise fait naître un nouvel acteur – les générations futures – et pose la question de la transmission et de la responsabilité sociale sur le long terme.

Face à cette révolution souterraine des générations, il est tentant, dans nos pays continentaux, de défendre la préservation du « contrat » générationnel au fondement de nos politiques publiques et de nos systèmes de retraites. Mais cette défense du « contrat » ne doit pas faire illusion, car elle porte le risque de se centrer sur la préservation d'une configuration héritée – celle du paradigme des Trente Glorieuses –, et pourrait empêcher de penser des politiques générationnelles audacieuses. C'est plutôt un « *New Deal* générationnel » qui apparaît aujourd'hui nécessaire ; nous proposons ici trois pistes d'action générationnelle, correspondant à chacun des enjeux qui ont émergé de cette enquête internationale : contrer les inéquités, renouveler la démocratie, et ouvrir les possibles.

*Équité: pour une vigilance générationnelle*

Le premier enjeu est de contrer l'inéquité potentielle des effets conjugués de la crise et de l'austérité. Que ce soit dans les pays d'Europe continentale et méditerranéenne où elle s'est traduite par un affaissement des perspectives sociales, ou dans les modèles libéraux où elle a donné lieu à un transfert de la dette publique vers la dette privée par le biais notamment de la hausse des frais d'éducation, l'austérité a été particulièrement préjudiciable aux jeunes générations. Or, une forme d'aveuglement social subsiste aujourd'hui au sein des débats publics face à certaines conséquences pénalisantes des politiques mises en place, que ce soit au niveau international, national ou local. Il est certes difficile, voire impossible, de fixer des seuils « d'égalité » parfaite de traitement entre générations, tant celle-ci fait jouer l'irréductible dimension du temps et donc s'incarne potentiellement en de multiples options politiques et idéologiques. Mais il serait nécessaire, pour le moins, de fixer des « seuils d'inéquité » générationnelle systématiques pour éviter les excès d'injustice dans la redistribution et la répartition des protections entre les âges et les générations. Dans la lignée de travaux déjà engagés [d'Albis et Mooza, 2015], ces outils macrosociaux permettraient une vigilance en amont sur les effets – potentiels et effectifs – des réformes d'austérité, avec une double sensibilité aux inégalités inter- et intra-générationnelles. Réitérés au fil du temps et diffusés dans le débat social, ils pourraient renforcer la conscience publique des arbitrages en jeu, que ce soit entre les dépenses de retraite, d'activité et d'éducation, ou au sein de différents pans des politiques publiques, que ce soit la fiscalité ou les dépenses sociales par exemple. Certains pays ou certaines instances ont amélioré leurs indicateurs en la matière, mais il serait bon, afin de dépasser une forme d'invisibilité dans le débat public, de déployer cette vigilance générationnelle à de multiples échelles de gouvernance, et d'en favoriser une diffusion médiatique plus systématique.

*Démocratie: (re-)susciter l'adhésion*

Le second enjeu, sans doute le plus fondamental, est de répondre au défi démocratique. Il s'agirait, à ce stade, de re-susciter ce qui est en train de s'échapper: l'adhésion. Que ce soit sous forme de colères, de retraits volontaires ou de sensibilité accrue au populisme, plusieurs symptômes d'un processus de désadhésion à un « système » jugé fermé émergent actuellement, et ce au-delà des frontières. L'enquête a montré la diffusion, au sein des jeunes générations, de colères larvées, qui se heurtent à la difficulté de

nommer un « ennemi » ou d'identifier un responsable au sein d'une multiplicité d'échelles de gouvernance politiques et économiques, du local au transnational. Cette colère, silencieuse, est dangereuse car faute de rapport politique identifié, elle se reporte sur autrui, sur un « système » ou sur soi. Canaliser cette tension invisible est un enjeu démocratique, d'autant plus que ces jeunes générations constituent la force politique des décennies à venir. Pour resouder la ligne de scission citoyenne qui s'est ouverte entre les jeunes générations – entre autres – et leurs représentants, un des défis les plus importants serait de rétablir les conditions d'une réadhesion au vote, notamment au sein des classes populaires. Elle passe par exemple par le fait de donner une « voix » représentative aisément identifiable à des pouvoirs publics infra-nationaux ou supranationaux – telle que l'Europe –, afin de contrer l'attraction de certains discours populistes « anti-système » au niveau national et pouvoir reformuler des rapports de force identifiés. D'autre part, au niveau des nations, une piste serait de se donner les moyens de dépasser un bipartisme qui peine actuellement à renouveler le discours politique. À ce stade, une priorité consisterait à poser les bases financières et organisationnelles facilitant la création ou le renouvellement du personnel et des propositions politiques, afin de pouvoir relayer au niveau national le dynamisme actuel des initiatives politiques locales. On note en effet, dans tous les pays concernés par l'enquête, des phénomènes de réappropriation du politique au niveau local et quotidien, qui peinent à remonter aux échelles nationales et internationales, prises dans des règles du jeu politique laissant peu de place à ce souffle nouveau, et auxquelles les jeunes générations peinent à s'identifier. L'exemple des partis du Sud de l'Europe créés dans le sillage des mobilisations sociales, qui ne parviennent pas à faire leur place au niveau national, montre les difficultés actuelles de ce relais, maillon pourtant aujourd'hui essentiel pour l'adhésion à la démocratie.

### *Responsabilité : ouvrir les possibles*

Enfin, une troisième piste d'action se résume en quelques mots : ouvrir les possibles pour les jeunes générations – présentes et à venir. Il s'agit là d'un défi majeur, profondément lié aux deux autres enjeux d'équité et d'adhésion démocratique, tant il met en jeu la confiance en l'avenir et en la société. L'enquête a montré la diffusion, au sein des jeunes générations, de phénomènes émergents de « déviations », sources de tensions fortes sur les choix de vie et de frustrations sociales et citoyennes. Restaurer les choix de vie consisterait à pouvoir transformer ces déviations subies en bifurcations

choisies tout au long des parcours, en s'appuyant sur cette quête inassouvie de « sens » qu'on a vue très prégnante au sein des jeunes générations. Dans tous les pays analysés, les jeunes font face à une injonction contradictoire qui consiste à formuler des projets personnalisés et individualisés, mais dans un marché qui ferme ses portes. Politiquement, une relance des perspectives exige de dépasser une logique de *réparation ex post*, qui a structuré les politiques publiques des dernières décennies, pour passer à une logique d'*impulsion* sociale et politique, structurée en un vaste ensemble de mesures coordonnées et contracycliques. Elle exige avant tout de développer les capacités de création de sa propre « place », de rebond et de seconde chance tout au long des parcours : celles-ci sont aujourd'hui de façon excessive laissées aux individus dotés de ressources familiales ou sociales, et ouvrent de nouvelles trappes à pauvreté pour ceux qui en sont dépourvus. Ces leviers potentiels sont bien entendu différents selon les problématiques générationnelles liées à chacun des modèles sociaux : dans les régimes continentaux et méditerranéens, la priorité pourrait être donnée à l'ouverture de multiples leviers de financements et d'accompagnement des projets individuels, à l'ouverture de formations courtes et accessibles aux non-diplômés, ainsi qu'à la jonction et à la sécurisation temporelles des aides sociales ; dans les pays libéraux, elle devrait se tourner sur le déverrouillage de certains accès financiers et informatifs à l'éducation, sur le prix des études, ainsi que sur le surendettement tout au long des vies. Quel que soit le régime de régulation sociale, cette logique d'impulsion ne peut se réduire à des mesures éparées, qui tendent, seules, à panser des symptômes pré-identifiés. Un tel plan multi-leviers représenterait non seulement un acte de reconnaissance envers des jeunes générations particulièrement touchées par la crise, mais aussi un effort collectif pour faciliter l'ajustement – aujourd'hui de plus en plus difficile – entre l'« être » et la société, et donc *in fine* l'adhésion citoyenne.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ATTIAS-DONFUT C. et LITWIN H. (2015), « Comparaison de l'entraide familiale à l'échelle européenne : idées reçues, réalités et incertitudes », *Informations sociales*, n° 188, p. 54-63.
- CHAUVEL L. et SCHRÖDER M. (2014), « Generational inequalities and welfare regimes », *Social forces*, n° 92, p. 1259-1283.
- D'ALBIS H. et MOOSA D. (2015), « Generational economics and the national transfer accounts », *Journal of Demographic Economics*, n° 81, p. 409-441.

- ELDER J. R. H. (1999) [1<sup>ère</sup> éd. 1974], *Children of the Great Depression: Social Change in Life Experience*, Boulder, Westview Press.
- GUILLEMARD A.-M. (2010), *Les Défis du vieillissement. Age, emplois, retraites, perspectives internationales*, Paris, Armand Colin.
- IMMERVOLL H. et RICHARDSON L. (2013), « Redistribution Policy in Europe and the United States. Is the Great Recession a “Game Changer” for Working-age Families? », *Documents de travail de l’OCDE: questions sociales, emploi et migrations*, n° 150.
- MANNHEIM K. (2011) [1<sup>ère</sup> éd. 1928], *Le Problème des générations*, Paris, Armand Colin.
- MEAD M. (1971) [1<sup>ère</sup> éd. 1969], *Le Fossé des générations*, Paris, Denoël Gonthier.
- NEWMAN K. (2012), *The Accordion Family: Boomerang Kids, Anxious Parents, and the Private Toll of Global Competition*, Boston, Beacon Press.
- OCDE (2014), *Panorama de la société 2014 : Les indicateurs sociaux de l’OCDE*, Paris, Éditions OCDE.
- REVAULT D’ALLONES M. (2012), *La Crise sans fin. Essai sur l’expérience moderne du temps*, Paris, Seuil.
- SILVA J. (2013), *Coming up Short. Working-class Adulthood in an Age of Uncertainty*, Oxford, Oxford University Press.
- TIBERJ V. (2013), « Les temps changent : renouvellement générationnel et évolutions politiques en France », *Revue française de sociologie*, n° 54, n° 4, p. 741-778.
- VAN DE VELDE C. (2011), « Indignés : les raisons de la colère », *Cités*, n° 47-48, p. 283-287.
- VAN DE VELDE C. (2015), *Sociologie des âges de la vie*, Paris, Armand Colin.